

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/WPPS/M/8

5 mai 1997

(97-1927)

---

## Groupe de travail des services professionnels

### NOTE SUR LA REUNION TENUE LE 24 MARS 1997

#### Note du Secrétariat

1. Le Groupe de travail des services professionnels a tenu sa huitième réunion le 24 mars 1997. L'ordre du jour de la réunion figurait dans l'aérogamme WTO/AIR/553. Au titre des *Autres questions*, le Président a annoncé que l'OCDE présenterait les travaux qu'elle avait effectués récemment dans le domaine des services professionnels et les résultats du *Troisième atelier sur les services professionnels* qui s'était tenu à Paris les 20 et 21 février.

#### Observateurs

2. A la lumière des lignes directrices définies par le Conseil général sur le statut d'observateur aux réunions, le Groupe de travail a décidé d'accorder le statut d'observateur au FMI, à la Banque mondiale, à la CNUCED et à l'OCDE. Le Groupe de travail a été informé que le *Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique* (ACP) avait demandé le statut d'observateur, et a décidé de revenir sur la question à sa prochaine réunion. Conformément aux "*Lignes directrices pour les arrangements concernant les relations avec les organisations non gouvernementales*" (WT/L/162), le Groupe de travail n'a pas accordé le statut d'observateur à l'*Union mondiale des professions libérales* (UMPL) et a demandé au Secrétariat de maintenir des contacts étroits avec cette organisation.

#### Travaux découlant du paragraphe 2 de la *Décision sur les services professionnels*

3. S'agissant du calendrier des travaux dans le secteur comptable, le Groupe de travail a pris note de la déclaration adoptée par les Ministres à Singapour, qui énonce ce qui suit: "*Nous essaierons d'achever les travaux sur le secteur comptable d'ici à la fin de 1997*". Il a également pris note de la phrase relative aux normes internationales figurant dans la déclaration de Singapour, qui a la teneur suivante: "*Nous encourageons l'IASC, l'IFAC et l'OICV à mener à bien l'établissement de normes comptables internationales*". Des délégations ont exprimé le souhait d'être régulièrement informées des progrès accomplis dans l'élaboration de ces normes internationales et ont demandé au Secrétariat de distribuer le document élaboré sur l'observation des normes comptables internationales ("*Compliance with International Accounting Standards*") pour la quatorzième session du Groupe d'experts (ISAR) de la CNUCED.

4. Après quelques intenses échanges de vues sur le projet de lignes directrices pour la reconnaissance des qualifications, il avait été convenu, à la précédente réunion du Groupe de travail, de laisser aux délégations le temps d'examiner la dernière version du texte, datée du 25 octobre 1996, de façon plus détaillée. Le Président a rappelé aux délégations que ces lignes directrices seraient non contraignantes et que leur utilisation aurait un caractère facultatif. Elles ne créeraient pas de nouvelles obligations pour les Membres, mais pourraient cependant être transmises au Conseil du commerce des services pour qu'il en prenne note et qu'il en fasse un document officiel de l'OMC que les Membres seraient libres d'utiliser chaque fois que cela serait approprié. Le Président a suggéré que des consultations informelles soient organisées afin d'affiner davantage le texte des lignes directrices. Cette suggestion

a été accueillie favorablement par les délégations, qui estimaient que, si le texte actuel était acceptable dans son ensemble, il nécessitait encore des améliorations sur certains points. Des délégations ont présenté des propositions de texte précises au cours de la réunion alors que d'autres sont convenues de transmettre les leurs par écrit au Secrétariat pour le 7 avril au plus tard. Deux délégués ont rappelé aux participants à la réunion que le texte actuel représentait déjà un certain compromis entre les vues des délégations. Bien qu'ouverts à la discussion, ils ont mis en garde contre toute approche qui pourrait saper les résultats obtenus jusque-là. Il a été demandé au Secrétariat d'élaborer un projet annoté de lignes directrices reflétant les observations formulées au cours de la réunion ainsi que celles qui seraient communiquées par écrit. (Ce nouveau projet a été distribué le 14 avril et a fait l'objet d'un échange de vues informel les 24 et 29 avril.)

5. Pour ce qui est des disciplines concernant la réglementation intérieure, le Président, citant le paragraphe 2 de la *Décision sur les services professionnels*, a déclaré que le droit des Membres d'établir une réglementation était reconnu par l'article VI de l'AGCS. Le paragraphe 4 dudit article fixait certains critères que les pays devaient respecter lors de l'établissement de la réglementation. La tâche du Groupe de travail consistait à adapter les critères de l'article VI:4 aux spécificités des services professionnels et du secteur comptable en particulier de façon à ce que les disciplines soient immédiatement applicables. Une première étape de ce processus pourrait consister à acquérir une bonne connaissance de la réglementation du secteur afin de comprendre comment les principes de l'article VI:4 s'y inséraient. Une seconde étape consisterait ensuite à envisager l'élaboration des disciplines. A ce jour, le Groupe de travail avait arrêté une liste de questions à examiner (annexe au document S/WPPS/M/3), avait élaboré un questionnaire sur le secteur des services comptables (S/WPPS/W/7) et reçu des réponses à ce questionnaire (S/WPPS/W/7/Addenda), et avait demandé au Secrétariat d'élaborer une note sur le lien entre les disciplines de l'Accord OTC et de l'Accord sur les licences d'importation et l'article VI:4 de l'AGCS. Le Président a proposé que soit élaborée une synthèse des réponses au questionnaire dans chacun des six domaines à examiner qui avaient été déterminés précédemment par le Groupe de travail. Plusieurs délégations ont demandé qu'une distinction soit faite, dans le cadre de ces travaux, entre les mesures relevant de l'article VI d'une part et les mesures relevant des articles XVI ou XVII d'autre part. Cela pourrait ensuite conduire à l'application aux premières des critères d'objectivité, de transparence et de nécessité de l'article VI:4, puis à l'élaboration des disciplines. Certaines observations ont été formulées sur la possibilité d'une approche horizontale des disciplines, conforme à l'Accord OTC et à l'Accord sur les licences d'importation, plutôt qu'à une approche propre aux services comptables, pour autant qu'il existe un ensemble suffisant de principes généraux. Bien que les deux approches ne s'excluent pas l'une l'autre, on était tiraillé entre une approche trop spécifique, avec le risque d'un résultat qui ne soit pas acceptable au plan multilatéral, et une approche trop générique, qui n'ajouterait aucune valeur au texte actuel de l'article VI:4. La question de la coordination de ces travaux avec ceux qui étaient effectués par le Conseil du commerce des services en ce qui concernait l'article VI:4 a également été soulevée. Le Groupe de travail a demandé au Secrétariat d'élaborer une synthèse des réponses au questionnaire sur les six premières questions à examiner indiquées en janvier 1996, en établissant une distinction entre les mesures relevant de l'article VI et les mesures relevant des articles XVI ou XVII et en signalant, lorsque cela était possible, les évolutions et le fondement de la réglementation. Cette synthèse serait distribuée fin avril et examinée au cours de la prochaine réunion du Groupe de travail.

#### Travaux découlant du paragraphe 1 de la *Décision sur les services professionnels*

6. Pour des raisons pratiques, le Groupe de travail est convenu de mettre l'accent, pour le moment, sur les travaux découlant du paragraphe 2 de la *Décision*, de façon à essayer d'achever ces travaux dans le délai convenu à Singapour. Il a été reconnu toutefois que les résultats des travaux découlant du paragraphe 2 influeraient sur les travaux au titre du paragraphe 1, lorsque le Groupe de travail reviendrait sur ceux-ci.

Date de la prochaine réunion

7. Il a été convenu, après consultation, que le Groupe de travail des services professionnels tiendrait sa prochaine réunion les 15 et 16 mai.

Autres questions

8. Le représentant de l'OCDE a présenté les résultats du *Troisième atelier sur les services professionnels* organisé à Paris les 20 et 21 février. Un document informel contenant un bref compte rendu de l'atelier ainsi que les observations de clôture du Président telles qu'elles ont été présentées lors de la réunion a été distribué ultérieurement aux délégations.